

LAURENT LIEVENS

"Si j'étais purement rationnel, je n'aurais pas démissionné"

Début septembre, Laurent Lievens annonçait abandonner ses charges de cours à la Louvain School of Management (LSM), accusant celle-ci de refuser un changement de paradigme rendu urgent par le défi environnemental. Le fruit d'un lent discernement. Mais pas un aboutissement: il encourage les autres – les jeunes notamment – à poursuivre le combat.

Nous le retrouvons à la table d'un café, sur la Grand-Place de Ath. En ce début d'automne, le soleil est encore généreux, mais il ne chauffe plus très fort. Quelque chose se termine; une saison nouvelle s'annonce. Laurent Lievens est là, entre deux cycles. Sans regretter la décision qu'il a prise, il ignore encore de quoi demain sera fait. Ses idéaux sont immenses. Et s'il a des certitudes, il aime témoigner de sa quête, ne cache rien de ses fragilités... Il y a aussi chez lui tellement de douceur et de gentillesse. D'humanité.

Un mois après votre sortie publique, comment allez-vous ?

Ça a été compliqué, mais aujourd'hui, ça va bien. Je n'avais pas du tout anticipé une telle médiatisation, ni pareils retours. Pendant plusieurs jours, j'ai reçu plusieurs centaines de mails. Des messages très touchants, provenant de milieux très différents – agriculteurs, entrepreneurs... A côté des félicitations, beaucoup de gens me demandent ce qu'ils peuvent faire. J'ai envie de lire ces personnes, de leur répondre, de les rencontrer... Mais c'est compliqué, surtout que je suis du genre à éviter mon ordinateur autant que possible. En même temps, c'est plutôt chouette: j'ai l'impression d'avoir ouvert un espace de débat. Cela me conforte dans ma décision – car je suis parfois pris par le doute aussi.

Avez-vous reçu une réponse de l'UCLouvain ou de la LSM ?

Aucune. Bizarre... Et décevant! J'ai alerté une instance universitaire dans les formes propres au langage universitaire – avec des arguments scientifiques, des sources. J'ai l'impression d'avoir fait ce qu'un intellectuel peut faire de mieux. A la limite, l'université aurait dû republier mon texte sur sa page, justifier son désaccord, rentrer dans le débat... A l'inverse, elle ignore mon message et ne cesse de communiquer sur le fait qu'elle est engagée en faveur de la transition.

Revenons aux origines de votre démission. Vous vous levez un matin et vous vous dites que vous allez démissionner ?

Cette décision s'inscrit dans le temps très long. J'ai commencé mes études de gestion en 2002. Dès alors, je lance une cellule environnementale, je m'engage dans un comité humanitaire... Je commence à me documenter, à militer.

Est-ce l'université qui vous sensibilise aux questions sociales, environnementales ?

Pas du tout. Au fil de mes études, je perçois d'ailleurs un écart grandissant entre ce qu'on m'apprend et ce que je constate par ailleurs. J'ai toutefois aimé ces études, qui étaient assez larges et donnaient encore une place aux sciences humaines. A la fin de mes études, j'ai contribué à l'organisation des "Job days". Des entreprises venaient sur le campus pour recruter des étudiants presque diplômés. Ce n'étaient évidemment ni des coopératives ni des producteurs locaux, mais plutôt des grosses boîtes. En y repensant, je dois dire que c'était assez pitoyable: elles se faisaient concurrence en proposant des avantages en nature. En 2007, je suis devenu assistant. J'ai alors constaté que les sujets sur lesquels je voulais travailler n'étaient pas les bienvenus dans le département. La décroissance, ça ne les intéressait pas! J'ai toutefois pu faire ma thèse en allant en Sciences politiques.

Au terme de votre thèse, vous êtes toutefois engagé comme chargé de cours invité...

Oui, mais les cours que je reçois sont des cours transversaux aux facultés de sciences politiques et de gestion. Je ne faisais pas purement partie de la LSM.

Au cours des dernières années, vous interpellez régulièrement collègues et autorités. Comment êtes-vous reçu, perçu ?

Il n'y a pas d'hostilité. Il semble que l'on

me considérait parfois comme un sorte de bouffon, de hippie. Quelqu'un de gentil mais de non menaçant. Je pense que c'est pour ça que j'ai pu continuer...

On ne vous prenait pas vraiment au sérieux ?

Il y a de ça. Surtout que je n'avais aucune hostilité vis-à-vis de mes collègues, que j'appréciais comme personnes.

Avez-vous toutefois pu faire bouger des lignes ?

Quand on donne cours, on bénéficie d'une certaine liberté. Ce qui me rend fier, c'est que dans pratiquement tous mes cours, j'ai pu amener des éléments de recul critique, des contre-modèles, de la réflexivité, de la pensée systémique. Moi-même, j'ai travaillé – ou travaille encore – en soins palliatifs, comme ambulancier, comme menuisier, dans la communication non-violente... C'est très bizarre pour un prof d'unif! Mais ce sont des choses que je pouvais apporter aux étudiants. En démissionnant, je perds le salaire mais aussi ces auditoires, cela me coûte beaucoup.

Comment vos étudiants réagissent-ils ?

En cours du jour, ce n'était pas toujours évident. Les jeunes n'avaient pas encore eux-mêmes été confrontés à certaines bêtises organisationnelles. En revanche, je donnais aussi des cours du soir, à des personnes qui travaillent déjà, qui étaient vraiment en recherche. J'ai eu de super dialogues avec elles, de très belles interactions. En fin d'année, je leur demandais de réaliser un travail d'analyse de leur propre vécu. Je sentais que les gens se mettaient vraiment au travail, presque comme une thérapie.

Comme enseignant, vous aviez donc un certain impact. Vous avez pourtant décidé de démissionner...

A l'été 2021, un collègue m'alerte sur

une réforme en cours de préparation qui vise notamment à réduire les cours de sciences humaines. Je décide alors d'écrire aux autorités. Le vice-doyen me répond brièvement, sans plus. J'écris aussi à la Commission qui gère la qualité des programmes, puis à la prorectrice à la transition. C'est la seule qui m'a répondu, reconnaissant que c'était interpellant. En juin, je découvre que la réforme a été validée. Je m'aperçois alors que mes interpellations ont été inutiles.

Et vous décidez de démissionner. Un choix évident ?

J'en discute beaucoup. A côté des aspects matériels, il y a cette vraie question: ne vaut-il pas mieux rester à l'intérieur pour continuer mon travail de sensibilisation? Une des critiques que je formule est le fait que l'organisation secrète du conformisme. Avoir des contre-modèles dépend uniquement de la chance de tomber sur un prof particulier. En m'en allant, je prends le risque que plus personne ne parlera de ces questions aux étudiants. Un collègue m'avait un jour parlé du test du miroir: à 40 ans, travaillant dans le privé, il s'était regardé dans le miroir et avait décidé de quitter sa boîte. Ça a été un peu pareil pour moi. Mon beau-fils a 12 ans, il y a des drames climatiques... A un moment, je me rends compte que je ne peux plus cautionner ce qui se passe. C'est quelque chose de très intime en fait.

Vous décidez donc de partir. Et avec fracas...

Je ne voulais pas partir par la petite porte, en ne disant rien. Je voulais expliquer mon choix parce que je considère que celui-ci ne concerne pas que ma personne. C'est l'idée du lanceur d'alerte. Au niveau de la forme, j'ai voulu soigner les choses, faire ce que l'unif m'a appris de mieux: exposer les arguments de manière rationnelle, être constructif... Le 6 septembre, je présente donc ma démission. Et le lendemain, j'envoie assez largement ma lettre ouverte. Ce



"Je n'ai pas lancé un appel à la désertion, mais bien un appel à la révolte. Les étudiants ne doivent pas laisser les choses continuer. On est en train de leur voler des savoirs, leur futur..."

n'est toutefois pas moi qui ai contacté les médias. Evidemment, j'espère que tout cela ne provoquera pas seulement un buzz isolé, cela n'aurait aucun intérêt, mais que cela permettra d'ouvrir un débat de fond.

Comment poursuivez-vous le combat aujourd'hui ?

Avec un ancien collègue, qui reste pour le moment anonyme, je suis en train d'achever un livre. S'y trouvera un tout nouveau programme de cours, qui se déploie sur cinq années, et qui pourrait être proposé par une école de sciences de gestion. Je ne veux pas seulement dire ce qu'il ne faut pas faire, mais

aussi montrer ce qu'on pourrait faire. J'aimerais également convoquer des assises de la gestion, rédiger un manifeste collectif... Le postulat de base consiste à dire que la gestion reste nécessaire, mais qu'il convient de créer des formations qui aient du sens dans un contexte d'écocide et d'effondrement.

Comment expliquer que les Ecoles de gestion semblent moins perméables aux questions qui vous occupent que d'autres Facultés? Le poids du privé ?

Il y a une demande très forte visant à créer des personnes directement employables.

En même temps, les entreprises sont également concernées par les enjeux de transition, non ?

Une partie des organisations a compris l'intérêt d'avoir quelques outils de "greenwashing". Elles développent une charte de développement durable parce que cela leur permet d'améliorer leurs relations avec la clientèle. En revanche, en tout cas parmi les grosses, peu d'organisations sont demandeuses de changements de paradigmes profonds. Or, on a besoin d'une métamorphose, pas d'ajustements.

Dans votre lettre ouverte, vous vous adressez aussi aux jeunes et aux étudiants. Vous leur dites: "Révoltez-vous!" ...

Je n'ai pas lancé un appel à la désertion – pour eux, là n'est pas l'enjeu – mais bien un appel à la révolte. Il ne s'agit pas de mettre le feu aux auditoires. En revanche, ils ne doivent pas laisser les choses continuer. On est en train de leur voler des savoirs, leur futur...

Concrètement, que peuvent-ils faire ?

Certains jeunes me disent qu'ils ne se sentent pas légitimes pour contester. Je ne suis pas d'accord. Il y a un risque de croire qu'on aura plus de pouvoir plus tard – quand on sera doctorant, puis

docteur, puis professeur, puis professeur ordinaire... C'est une course sans fin! Les étudiants sont légitimes parce qu'ils sont des terrestres, pour reprendre le mot de Bruno Latour. Ils ne sont pas légitimes pour tout, mais bien pour questionner le sens de ce qu'on leur enseigne. Concrètement, ils pourraient interroger les professeurs sur l'adéquation de leur enseignement avec les rapports du GIEC, empêcher les cours actuels de se donner, organiser des cours alternatifs... Ils doivent forcer l'université à se réorienter. Et c'est un combat collectif!

On sait que la spiritualité est une dimension importante pour vous...

Super importante! A l'université, on a tendance à ne garder que le rationnel et à déguerper tout le reste – les corps, les affects, la spiritualité... Il est évident qu'il ne faut pas tout mélanger. En revanche, il faut donner une vraie place à chacun de ces mondes et tenter de les relier. Si j'étais purement rationnel, je n'aurais pas démissionné. Ici, c'est mon âme qui a sonné l'alerte, qui m'a dit: "Ce n'est pas juste, et tu le sais au fond de toi." J'ai justifié ma décision dans un langage rationnel, mais je ne peux nier la dimension spirituelle.

Propos recueillis par Vincent DELCORPS

Le professeur devenu lanceur d'alerte

Nous sommes début septembre et la bombe explose. Dans un texte puissant, vivant, touchant mais scientifiquement argumenté, Laurent Lievens détaille les raisons pour lesquelles il décide d'abandonner les charges de cours qu'il exerçait au sein de la Louvain School of Management. Il reproche à l'école de gestion de l'UCLouvain de *passer "radicalement à côté de l'urgence d'un changement de paradigme, dont l'ensemble de la société et du vivant ont pourtant besoin"*. *"La confiance que je portais à la LSM s'est lentement érodée vu son déni et son inaction"*, poursuit l'économiste démissionnaire. La goutte qui a fait déborder le vase? La forte diminution des cours relevant de la formation pluridisciplinaire en sciences humaines dans les nouveaux programmes.

La déflagration est puissante. Notamment publié sur *lalibre.be* et dans le journal *Dimanche*, le texte est largement relayé, commenté. Essentiellement des réactions positives. Quelques vilains tweets aussi. *"Grâce à la société capitaliste qu'il dénonce, il va toucher des allocations sociales avant de trouver un boulot dans une ONG ou une association grassement subventionnée par l'argent public"*, ricane Georges-Louis Bouchez, le président du MR. Lievens, qui fuit les réseaux sociaux autant qu'il le peut, sait que son engagement a un coût – il vient de perdre 80% de ses revenus et ignore de quoi son avenir sera fait. *"Il y a un début d'insécurité financière"*, admet-il. Et ce n'est pas parce qu'il a consacré sa thèse de doctorat à la décroissance que cela ne l'inquiète pas. *"C'est un peu inconfortable. Ce n'est pas rien mais cela ne concerne que ma petite personne..."* Mais après des semaines un peu folles, il prend le temps de se poser. De s'expliquer. Et de dessiner quelques perspectives...

V.D.